

Travailleurs, unissons-nous !

Beaucoup des 6 000 manifestants du 6 décembre à Bruxelles, pour le pouvoir d'achat et les libertés syndicales, étaient conscients qu'il faudrait une mobilisation bien plus vaste pour s'opposer à l'effondrement des salaires et des conditions de vie des travailleurs. D'autant plus que les patrons, à travers la Fédération des Entreprises de Belgique, avancent maintenant ouvertement leurs revendications : un saut d'index, voire la suppression de l'indexation des salaires « au nom de la compétitivité ». Alors que l'Office européen des statistiques évalue l'inflation en Belgique à 7% pour le seul mois de novembre, les patrons rêvent de pouvoir augmenter les prix et les bénéfices sans aucun contrôle, tandis que les salaires sont quasiment bloqués.

Les directions syndicales demandent « la liberté de négocier des augmentations salariales, là où c'est possible ». Comme si les patrons qui sont à l'offensive allaient reculer d'eux-mêmes ! Comme si des députés qui ont voté la loi de 1996 contre les travailleurs, à la demande du patronat, allaient changer d'avis sans que le rapport de force ne change en faveur des travailleurs ! Demander respectueusement aux exploiters, et à ceux qui les représentent, de limiter l'exploitation pour maintenir le niveau de vie des travailleurs et donner un avenir à leur famille, c'est ne rien comprendre à l'offensive patronale en cours... ou en être complices !

Les travailleurs ont été affaiblis par la politique des dirigeants des Partis socialistes qui ont justifié concessions sur concessions au patronat, multiplié les contrats subventionnés créant des travailleurs jetables. Les travailleurs ont été affaiblis et divisés par la politique des dirigeants syndicaux prétendant « sauver les meubles » en acceptant les licenciements des intérimaires et des CDD... pour sauver les CDI.

Aujourd'hui, les patrons poussent les CDI âgés vers la sortie et imposent aux plus jeunes des contrats précaires et mal payés. Pour refuser des augmentations de salaires, les patrons proposent des primes qui leur coûtent moins cher. Puis ils suppriment les primes... c'est autant de gagné pour les actionnaires.

Aujourd'hui, tous les travailleurs, quel que soit leur contrat, ont leurs salaires quasiment bloqués. Tous sont confrontés au chômage économique et aux

suppléments d'impôts. Beaucoup de travailleurs en CDI sont devenus corvéables, rappelables, renvoyables... comme des intérimaires.

Mais cela va se retourner contre le patronat. À sa façon, il a beaucoup fait pour créer des intérêts communs à tous ceux qu'il a divisés. Car de plus en plus de travailleurs comprennent le danger de la division.

Une partie du personnel soignant hésite ou refuse le vaccin anti-covid, cela a créé des divisions, mais par milliers, vaccinés et non-vaccinés ont manifesté côte à côte le 7 décembre pour dénoncer le projet du gouvernement d'utiliser l'obligation vaccinale pour mettre les non-vaccinés au chômage... alors que des lits d'hôpitaux restent inoccupés faute de personnel !

D'autres manifestants protestent « au nom de la liberté » contre l'obligation vaccinale et toutes les contraintes sanitaires imposées. On en est là parce que le virus mute et se diffuse plus rapidement à cause du refus du capitalisme de lutter efficacement contre la pandémie par la diffusion massive des vaccins aux pays pauvres. Mais quelle « liberté », avec ou sans CST, alors que de plus en plus de travailleurs sont exclus des cinémas, des restaurants, des voyages, à cause des salaires, pensions ou indemnités insuffisantes ?!

Pour se défendre, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de s'unir, avec un programme clair, qui les rassemble autour de leurs intérêts communs. Chacun devrait avoir un travail et un salaire suffisant pour vivre dignement. Il faut répartir le travail disponible entre tous, en prenant sur les profits et les dividendes accumulés. Contre l'inflation, il faut imposer l'alignement des salaires, des pensions et des indemnités de chômage sur les prix. Et les augmentations des prix doivent être mesurées par les travailleurs eux-mêmes, et non par des experts en manipulation à la solde du gouvernement et des patrons.

Plus encore, pour sauver l'humanité de l'accumulation de crises financières, climatiques, sanitaires, pour s'opposer aux menaces de guerres, les travailleurs devront contester aux capitalistes la direction de l'économie et de la société.

Les travailleurs organisés, unis par des idées et un programme sont une force qui non seulement peut se défendre, mais qui peut tout changer !